



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2015079-0002**

signé par  
Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.

le 20 Mars 2015

63 - DREAL  
UT 63 et UT 03

Arrêté complémentaire modifiant les  
dispositions appliquées à l'ISDND du Treuil  
sur les communes de Saint Diery et de Saint  
Nectaire.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET  
DU LOGEMENT

## ARRÊTÉ N°

### Complémentaire modifiant les dispositions appliquées à l'ISDND du Treuil sur le territoire des Communes de Saint-Diéry et Saint-Nectaire

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU la nomenclature des installations classées, codifiée dans le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12/01918 du 24 septembre 2012 autorisant le SICTOM des Couzes à étendre et à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Le Treuil sur le territoire des Communes de Saint-Diéry et Saint-Nectaire ;

VU le récépissé de déclaration délivré au VALTOM en date du 9 avril 2013 pour l'exploitation du quai de transfert au lieu-dit « Le Treuil » sur la commune de Saint-Diéry ;

VU le récépissé de déclaration délivré au VALTOM en date du 18 mars 2003 pour l'exploitation d'une installation de broyage de déchets verts au lieu-dit « Le Treuil » sur la commune de Saint-Diéry ;

VU la demande et le dossier du 25 novembre 2014, par lesquels le VALTOM demande à bénéficier de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux du Treuil ;

VU le rapport et les propositions en date du 14 janvier 2015 de l'Inspection des Installations Classées ;

VU l'avis en date du 30 janvier 2015 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 26 février 2015 à la connaissance du demandeur ;

**CONSIDÉRANT** que le VALTOM dispose des capacités techniques et financières lui permettant de d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux ;

**CONSIDÉRANT** que l'ajout d'une activité de transfert de déchets ménagers pour un volume maximal de 120 m<sup>3</sup> ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement et par conséquent ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter ;

**CONSIDÉRANT** que l'ajout d'une activité de broyage de déchets verts pour une quantité maximum annuelle de 1000 tonnes relevant du régime de la déclaration ne constitue pas une modification substantielle au sens

de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement et par conséquent ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer cette nouvelle activité par des prescriptions techniques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé pour intégrer les modifications demandées par l'exploitant et pour y inclure les évolutions réglementaires ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, de compléter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Le Syndicat pour la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés, désigné sous le nom de VALTOM, dont le siège social est chemin des Domaines de Beaulieu – 63000 Clermont-Ferrand, ci-après dénommé l'exploitant, succède au SICTOM des Couzes, pour la poursuite de l'exploitation, au lieu-dit « Le Treuil », sur les communes de Saint-Diéry et Saint-Nectaire des activités détaillées dans les articles suivants. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé, modifié pour ce qui concerne les points suivants. Il est également tenu de respecter les dispositions de son dossier de demande, dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles prescrites.

### ARTICLE 2 NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé est remplacé par le suivant :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	10 000 t/an soit 30 t/j	A
2760-2	ISDND composée : d'un casier n°1 réhabilité, d'un casier n°2 dont le remplissage est terminé, d'un casier n°3 en activité d'une capacité disponible de 50 000 tonnes.	Capacité maximale de 10 000 tonnes par an de déchets non dangereux .	A
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	34 400 m³	D
2791	Installation de broyage de déchets verts à l'aide d'un broyeur mobile de moins de 200 kW pour une capacité annuelle d'environ 1 000 tonnes, soit de l'ordre de 7 tonnes par jour.	7 tonnes par jour	D
2714	Centre de transfert de déchets ménagers issus de la collecte sélective (déchets secs valorisables) 40 m³	40 m³	NC
2716	Centre de transfert de déchets ménagers issus de la collecte traditionnelle (ordures ménagères)	60 m³	NC

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime
	résiduelles) : 60 m³		

A : autorisation D : Déclaration NC : Non Classé

La rubrique principale IED telle que définie par l'article R. 515-61 du code de l'Environnement est la rubrique 3540. Pour les installations de stockage la directive décharge 99/31/CE tient lieu de BREF. Le réexamen des conditions d'autorisation sera toutefois à réaliser dans les trois ans suivant la publication des conclusions du BREF traitement de déchets (WT).

### **ARTICLE 3 DÉCHETS ADMISSIBLES**

L'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2012 sus-visé est complété par le paragraphe suivant :

« Les déchets suivants, sont admis uniquement en transit :

- les déchets verts (avec broyage sur site),
- les déchets d'emballages visés par les articles R 543-66 et suivants du Code de l'Environnement et les déchets valorisables collectés par les collectivités territoriales compétentes ».

### **ARTICLE 4 DÉCHETS INTERDITS**

L'alinéa « déchets d'emballages visés par les articles R 543-66 et suivants du Code de l'Environnement » de l'article 1.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé est remplacé par l'alinéa suivant :

- « les déchets d'emballages visés par les articles R 543-66 et suivants du Code de l'Environnement en dehors de ceux destinés à être regroupés sur le site en vue de leur envoi sur un centre de tri adapté ».

### **ARTICLE 5 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé est modifié de la manière suivante :

Sous la phrase : « Les plans figurants en annexe du présent arrêté rappellent les principales phases d'exploitation des installations. »

est insérée la phrase : « L'établissement dispose également de :

- une plate-forme de broyage des déchets verts,
- un centre de transfert des déchets ménagers et assimilés »

### **ARTICLE 6 DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé est remplacé par le suivant :

« La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter les installations de stockage de déchets est accordée jusqu'au 31/12/2019 (fin d'apport de déchets).

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des dispositions du Code du Patrimoine.»

### **ARTICLE 7 COLLECTE DES EFFLUENTS**

#### **Article 7.1. Gestion des eaux de ruissellement internes**

L'article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 est complété par le paragraphe suivant :

« Les eaux de lavage des quais de transfert sont collectées via le réseau de collecte des eaux usées et traitées par la station de traitement des lixiviats de l'ISND.

Les eaux pluviales recueillies sur le quai de transfert sont collectées par le réseau pluvial et envoyées vers un bassin de rétention enterré d'un volume de 70 m<sup>3</sup> ; l'ouvrage en sortie régule le débit de sortie des eaux pluviales à 5 l/s, puis elles sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être dirigées vers le milieu naturel.

Les eaux pluviales recueillies sur la plate-forme des déchets verts sont collectées et évacuées vers le milieu naturel après passage dans un débourbeur déshuileur.»

#### Article 7.2. Repères internes

L'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 est complété par le paragraphe suivant :

Point de rejet interne à l'établissement	N°4 Sortie du régulateur après bassin de rétention enterré
Coordonnées ou autre repérage cartographique (Lambert II étendu)	Sortie du régulateur
Nature des effluents	Eaux pluviales du quai de transfert
Exutoire du rejet	Fossé vers milieu naturel
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur
Conditions de raccordement	Canalisation PVC diamètre 315 mm pente 1,5 %
Autres dispositions	Contrôle de remplissage et curage réguliers.

#### Article 7.3. Rejets internes (VLE)

L'article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 est remplacé par l'article suivant :

« Référence : N° 3 et N°4 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.1.) : Eaux de lavage des véhicules et eaux pluviales de ruissellement sur les parties imperméabilisées après passage par un débourbeur-déshuileur, eaux pluviales du quai de transfert après passage par un séparateur d'hydrocarbures.

Valeurs limites de rejets :

Paramètre	Concentration maximale
Hydrocarbures totaux	5 mg/L

Une analyse de cet effluent est effectuée au minimum une fois par an.»

#### ARTICLE 8 DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé est remplacé par le suivant :

« À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les installations suivantes sont réglementées par les articles ci-après précisés du présent arrêté :

Installation	Prescriptions applicables :
Installation de stockage de déchets non dangereux	Titre 8

#### ARTICLE 9 BILAN DE FONCTIONNEMENT

Les prescriptions du chapitre 9.4 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 sus-visé est complété par l'article suivant :

« 9.4.1.3 Bilan de fonctionnement – IED

L'exploitant adresse au préfet le bilan de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement, dans les 3 ans qui suivent la date de publication de la décision concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WT. »

#### ARTICLE 10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié,
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### ARTICLE 11 NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au VALTOM et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur ou de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairies de SAINT-DIERY et de SAINT-NECTAIRE par les soins du Maire pendant un mois.

#### ARTICLE 12 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, les maires des communes de SAINT-DIERY et de SAINT-NECTAIRE ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

- au Directeur Départemental des Territoires,
- au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (Délégation territoriale du Puy-de-Dôme),

Fait à Clermont-Ferrand, **20 MARS 2015**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

~~Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,~~

Thierry SUQUET